

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions de dirhams		
Exercices du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre	2010	2009
Chiffre d'affaires	4 114,6	5 495,2
Autres produits de l'activité	(25,7)	(515,5)
Produits des activités ordinaires	4 088,9	4 979,7
Achats	(3 346,9)	(3 844,2)
Autres charges externes	(311,2)	(327,9)
Frais de personnel	(232,5)	(239,2)
Impôts et taxes	(8,0)	(11,9)
Amortissements et provisions d'exploitation	(186,6)	(42,9)
Autres produits et charges d'exploitation nets	1,5	1,9
Charges d'exploitation courantes	(4 083,6)	(4 464,2)
Résultat d'exploitation courant	5,3	515,4
Cessions d'actifs	3,9	1,7
Résultats sur instruments financiers	(0,0)	10,8
Autres produits et charges d'exploitation non courants	28,1	1,9
Autres produits et charges d'exploitation	32,0	14,4
Résultat des activités opérationnelles	37,3	529,8
Produits d'intérêts	0,2	1,6
Charges d'intérêts	(35,9)	(8,5)
Autres produits et charges financiers	3,1	(24,5)
Résultat financier	(32,6)	(31,4)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	4,6	498,3
Impôts sur les bénéfices	(24,5)	(165,4)
Impôts différés	1,4	15,0
Résultat net des entreprises intégrées	(18,5)	348,0
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		
Résultat net des activités poursuivies	(18,5)	348,0
Résultat net des activités abandonnées		
Résultat de l'ensemble consolidé	(18,5)	348,0
Intérêts minoritaires	(0,3)	(2,3)
Résultat net - Part du Groupe	(18,8)	345,7
Résultat net par action en dirhams	(4,83)	88,65
- de base	(4,83)	88,65
- dilué	(4,83)	88,65
Résultat net par action des activités poursuivies en dirhams	(4,83)	88,65
- de base	(4,83)	88,65
- dilué	(4,83)	88,65

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En millions de dirhams		
Exercices du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre	2010	2009
Résultat de l'exercice	(18,5)	348,0
Autres éléments du résultat global (bruts d'impôts)		
Ecart de conversion des activités à l'étranger		
Pertes et profits relatifs à la réévaluation des Actifs financiers disponibles à la vente		
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie		
Variation de la réserve de réévaluation des immobilisations		
Ecart actuariels sur les obligations des régimes à prestations définies		
Impôt sur le résultat sur les autres éléments du résultat global		
Quote Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises associées		
Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
RESULTAT GLOBAL TOTAL DE L'ANNEE	(18,5)	348,0
Dont Intérêts minoritaires	0,3	2,3
Résultat net - Part du Groupe	(18,8)	345,7

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions de dirhams	Capital	Primes d'émission et de fusion	Réserves	Résultat net part du Groupe	Total Part du Groupe	Intérêt minoritaire	Total
Au 1^{er} janvier 2009	390,0	1,6	1 643,0	905,8	2 940,4	4,1	2 944,5
Effets des changements de méthode comptable							
Montants retraités au 1^{er} janvier 2009	390,0	1,6	1 643,0	905,8	2 940,4	4,1	2 944,5
Résultat de l'exercice				345,7	345,7	2,3	348,0
Dividendes distribués			(850,2)		(850,2)		(850,2)
Autres variations			905,8	(905,8)			
Total des produits et charges de l'exercice			55,6	(560,1)	(504,5)	2,3	(502,2)
Au 31 décembre 2009	390,0	1,6	1 698,6	345,7	2 435,9	6,4	2 442,3
Au 1^{er} janvier 2010	390,0	1,6	1 698,6	345,7	2 435,9	6,4	2 442,3
Effets des changements de méthode comptable			(0,6)		(0,6)		(0,6)
Montants retraités au 1^{er} janvier 2010	390,0	1,6	1 698,0	345,7	2 435,3	6,4	2 441,7
Résultat de l'exercice				(18,8)	(18,8)	0,3	(18,5)
Dividendes distribués			(257,4)		(257,4)		(257,4)
Autres variations			345,7	(345,7)			
Total des produits et charges de l'exercice			88,3	(364,5)	(276,2)	0,3	(275,9)
Au 31 décembre 2010	390,0	1,6	1 786,3	(18,8)	2 159,1	6,7	2 165,8

* Ce montant de Trésorerie et équivalents de trésorerie n'est pas en lecture directe au niveau du bilan dans la mesure où la Trésorerie- Passif est comprise dans les dettes courantes envers les établissements de crédit.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

En millions de dirhams		
ACTIF AUX	31-Déc-10	31-Déc-09
Immobilisations incorporelles, net	11,2	11,0
Immobilisations corporelles, net	2 099,5	2 084,4
Autres actifs financiers	42,8	44,5
• Prêts et créances	42,8	44,5
Impôts différés actifs	0,7	21,0
Autres débiteurs non courants, net		
Actif non courant	2 154,2	2 160,9
Autres actifs financiers	12,0	12,0
• Instruments financiers dérivés	12,0	12,0
Stocks et en-cours, net	867,2	1 040,81
Créances clients, net	1 127,2	899,4
Autres débiteurs courants, net	204,2	278,1
Trésorerie et équivalent de trésorerie	48,0	7,4
Actif courant	2 258,5	2 237,8
TOTAL ACTIF	4 412,7	4 398,7
En millions de dirhams		
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS AUX	31-Déc-10	31-Déc-09
Capital	390,0	390,0
Primes d'émission et de fusion	1,6	1,6
Réserves	1 786,3	1 698,6
Résultat net part du groupe	(18,8)	345,7
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	2 159,1	2 436,0
Intérêts minoritaires	6,7	6,4
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	2 165,8	2 442,4
Provisions	75,5	72,5
Avantages du personnel	81,3	76,0
Dettes financières non courantes	454,6	0,5
- Dettes envers les établissements de crédit	450,0	
- Dettes liées aux contrats de location financement	4,6	0,5
Impôts différés Passifs	222,1	243,8
Autres créditeurs non courants	49,6	52,3
Passif non courant	883,2	445,1
Provisions	1,1	0,3
Dettes financières courantes	383,6	158,2
- Instruments financiers dérivés		
- Dettes envers les établissements de crédit	382,1	157,7
- Dettes liées aux contrats de location financement	1,5	0,5
Dettes fournisseurs courantes	598,0	807,8
Autres créditeurs courants	381,1	544,9
Passif courant	1 363,7	1 511,21
TOTAL PASSIFS	2 246,9	1 956,3
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	4 412,7	4 398,7

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En millions de dirhams	31-Déc-10	31-Déc-09
Résultat net de l'ensemble consolidé	(18,5)	348,0
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	176,4	163,8
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	(0,0)	(12,4)
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	(3,9)	(0,0)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	154,0	499,4
Elimination de la charge (produit) d'impôts	23,1	150,3
Elimination du coût de l'endettement financier net	35,9	8,5
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	213,1	658,2
Incidence de la variation du BFR	(205,6)	1 206,9
Impôts payés	(24,5)	(165,4)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(17,1)	1 699,7
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(194,6)	(186,5)
Variation des autres actifs financiers	1,7	
Subventions d'investissement reçues		
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	14,3	5,3
Intérêts financiers versés	(35,9)	(8,5)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(214,5)	(189,7)
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	(257,4)	(850,2)
Emission d'emprunts	500,0	
Remboursement d'emprunt	(50,0)	
Remboursement de dettes résultant de contrats location-financement	6,0	(0,4)
Variation des comptes courants associés	(150,8)	
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	47,8	(850,6)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(183,8)	659,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	(150,3)	(809,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	(334,1)	(150,3)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(183,8)	659,5

RÉSUMÉ DES NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. Référentiel comptable retenu

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.2 de la circulaire n°06/05 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 13 octobre 2005, les états financiers consolidés du Groupe Sonasid sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2010 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principales règles et méthodes comptables du Groupe sont décrites ci-après.

2. Bases d'évaluation

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes ci-après.

3. Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés, en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur, a conduit le Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les états financiers et les notes les accompagnants.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés, les immobilisations corporelles, les stocks, les impôts différés et les provisions.

4. Principes et périmètre de consolidation

4.1. Principes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe.

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...). Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels arrêtés au 31 Décembre 2010.

4.2. Périmètre de consolidation

	31 Décembre 2010			31 Décembre 2009		
	d'intérêt %	de contrôle %	Méthode	d'intérêt %	de contrôle %	Méthode
SONASID	100%	100%	IG	100%	100%	IG
LONGOMETAL ARMATURE	96,93%	96,93%	IG	96,93%	96,93%	IG

5. Principales règles et méthodes comptables

5.1. Immobilisations corporelles

Règle spécifique à la première adoption :

Dans le cadre de la première application des normes IFRS et conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, la société Sonasid a procédé à l'évaluation à la juste valeur au 1er janvier 2006 de l'ensemble de ses actifs immobilisés incorporels et corporels, et a retenu cette valorisation comme coût présumé. Les évaluations à la juste valeur ont été réalisées par des experts indépendants. Pour Longometal Armatures, les valeurs historiques ont été maintenues.

Principes applicables depuis le 1^{er} janvier 2006 :

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, sont partis intégrante du coût historique.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées d'utilisation (durée d'utilité).

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. L'ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des immobilisations corporelles et adapte les plans d'amortissement de façon prospective en cas de variation par rapport à l'exercice précédent.

5.2. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

5.3. Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays (essentiellement le Maroc pour le Groupe). Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs...
- la méthode dite du corridor est appliquée. Ainsi, seuls les écarts actuariels représentant plus de 10% du montant des engagements sont comptabilisés et amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne de vie active des salariés du régime (DVAR).

A compter du 1er janvier 2007, les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles ne sont reconnus que lorsqu'ils excèdent 10% de la valeur de l'engagement actualisé. La fraction excédant 10% est alors étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle des salariés.

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant toute la période de travail des salariés font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée.

5.4. Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan.

Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales. Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- (b) a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt différé si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- (b) les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

Ainsi, les soldes nets d'impôts différés sont déterminés au niveau de chaque entité fiscale.

5.5. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.



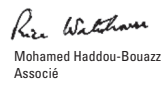

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et engendrant des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés. Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressource, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan). Lorsque le Groupe ne dispose pas d'un échéancier de reversement fiable ou lorsque l'effet du passage du temps est non significatif, l'évolution de ces provisions se fait sur la base des coûts non actualisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

Par ailleurs, le jeu complet des états financiers consolidés du Groupe SONASID au 31 Décembre 2010 établis conformément aux normes internationales sera mis à votre disposition sur le site Internet de Sonasid, à l'adresse suivante : www.sonasid.ma.

Ce jeu complet comprend outre l'état de la situation financière, le compte de résultat consolidé, le tableau de flux de trésorerie consolidé, le tableau de variations des capitaux propres consolidés, les notes annexes choisies conformément aux dispositions des normes IAS/IFRS.

 <p>Aux Actionnaires de SONASID Casablanca</p>	
<p>ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DE LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDÉE DU GROUPE SONASID</p>	
<p>Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire consolidée de la société SONASID et de ses filiales (Groupe SONASID) comprenant l'état de la situation financière, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations de capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie ainsi qu'un résumé des notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 2 165,8 Millions de Dirhams (MMAD) dont une perte nette consolidée de MMAD 18,5.</p>	
<p>Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire de l'état de la situation financière, du compte de résultat, de l'état du résultat global, de l'état des flux de trésorerie, de l'état des variations de capitaux propres ainsi que du résumé des notes explicatives ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la Société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.</p>	
<p>Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société arrêtés au 31 décembre 2010, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).</p>	
<p>Casablanca, le 24 mars 2011</p>	
<p>Les Commissaires aux Comptes</p>	
<p>Price Waterhouse</p>  <p>Mohamed Haddou-Bouazza Associé</p>	<p>Ernst & Young</p>  <p>Bachir Tazi Associé</p>